



Conseil économique et social

Distr. limitée
25 juin 2021
Français
Original : anglais

Comité du programme et de la coordination

Soixante et unième session

1^{er}-25 juin 2021

Projet de rapport

Rapporteur : M. Arman **Khachatryan** (Arménie)

Additif

Questions relatives au programme : évaluation

[Point 3b)]

Rapport du Bureau des services de contrôle interne sur l'évaluation du Département des affaires économiques et sociales

1. À sa soixante et unième session, le Comité a examiné le rapport du Bureau des services de contrôle interne sur l'évaluation du Département des affaires économiques et sociales ([E/AC.51/2021/5](#)).
2. Le Président a attiré l'attention du Comité sur la déclaration de la Secrétaire générale adjointe aux services de contrôle interne, qui a présenté le rapport. Après avoir fait des observations liminaires, une personne représentant le Bureau a répondu, avec le Sous-Secrétaire général chargé du développement économique et Économiste en chef, aux questions posées lors de l'examen du rapport par le Comité.

Débat

3. Les délégations se sont dites satisfaites du rapport et des recommandations qu'il contenait. Elles se sont félicitées que le Département ait souscrit à ces recommandations et qu'il se soit employé à les appliquer. L'une d'entre elles a fait observer que ces recommandations offraient de bonnes orientations en vue d'améliorer l'exécution du mandat et la gestion interne du Département. Les délégations se sont félicitées de ce que les conclusions du rapport permettaient d'entrevoir des pistes d'amélioration. À cet égard, l'une d'entre elles a demandé si les recommandations pourraient être intégrées au projet actuel de budget-programme ou si le Département aurait par la suite d'autres occasions d'en tenir compte pour améliorer son action.



4. Les délégations se sont également dites satisfaites du Département et de ses travaux, notamment de la valeur ajoutée sans équivalent que son statut d'instance fédératrice au niveau mondial pour les enjeux liés au développement, notamment les objectifs de développement durable et de chef de file de la réflexion sur de grandes questions politiques de portée mondiale conférerait à celui-ci, ainsi que de l'appui qu'il apportait aux fins de la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

5. Les délégations ont souligné l'importance de la planification stratégique et fait part de leur inquiétude concernant la conclusion du rapport selon laquelle le Département devait s'attacher davantage à renforcer ses capacités pour ce qui était de la définition de sa stratégie. Une délégation a fait référence au paragraphe 40 du rapport et demandé comment le Département s'était attelé à ce défi de la planification stratégique et comment il appliquait la recommandation formulée à ce sujet (voir recommandation 1 figurant au paragraphe 64).

6. Certaines délégations ont noté l'importance des questions sur la cohérence interne qui avaient été soulevées dans le rapport, et elles ont demandé des précisions sur les mesures d'amélioration prises dans ce domaine. L'une d'elles a fait remarquer que ces mesures étaient conformes à la recommandation formulée au sujet du renforcement des articulations entre les trois domaines d'activité du Département (appui aux instances intergouvernementales, recherche et analyse et appui au développement des capacités) à des fins d'amélioration de la planification stratégique synoptique, de suivi du programme et d'évaluation.

7. Une délégation a fait observer combien le Département avait un rôle urgent et vital à jouer dans le cadre de l'accélération de la mise en œuvre du Programme 2030 et de la décennie d'action en faveur des objectifs de développement durable, ainsi que dans l'action à mener en vue de lutter contre les effets néfastes de la pandémie de COVID-19 et de favoriser une reprise et une croissance économiques aussi bien durables qu'inclusives.

Conclusions et recommandations

8. **Le Comité a recommandé que l'Assemblée générale souscrive aux résultats des évaluations, aux conclusions et aux recommandations présentés par le Bureau des services de contrôle interne dans son rapport sur l'évaluation du Département des affaires économiques et sociales.**

9. **Le Comité a pris note du fait que, dans ce rapport, le Bureau avait salué le rôle sans équivalent d'instance fédératrice au niveau mondial que jouait le Département pour ce qui était d'appuyer efficacement les progrès accomplis par les États Membres en vue de la réalisation du Programme 2030, et il a recommandé que l'Assemblée générale encourage le Secrétaire général à poursuivre les efforts entrepris à cet égard.**

10. **Le Comité a recommandé que l'Assemblée générale prie le Secrétaire général de continuer à faciliter la mise en œuvre du Programme 2030 et de la décennie d'action en faveur des objectifs de développement durable, et à suivre l'application des recommandations y figurant.**